



HAL
open science

Le retournement de l'espace syrien

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. Le retournement de l'espace syrien. *Moyen-Orient*, 2011, 12, pp. 28-30. halshs-00842139

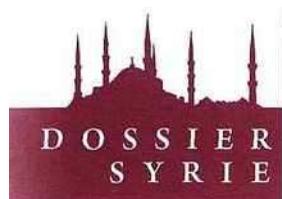
HAL Id: halshs-00842139

<https://shs.hal.science/halshs-00842139>

Submitted on 7 Jul 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Fabrice Balanche**

Maître de conférences à l'université Lyon 2, directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient. Auteur de La région alaouite et le pouvoir syrien (Karthala, 2006)



© AFP Photo/Usual Brothers

Le retournement *de l'espace syrien*

Les inégalités sociales et spatiales, ignorées par le pouvoir, expliquent en partie la crise que traverse aujourd'hui la Syrie. Les manifestations remettent en cause une construction étatique édifiée par le parti Baas et le clan Al-Assad. Décryptage de l'organisation territoriale du pouvoir syrien et de sa remise en question.

La Syrie est depuis plus de vingt ans dans une phase de transition économique lente et hésitante. Il est pratiquement sûr que le pays ne reviendra plus à l'économie dirigiste des années 1970-1980, mais elle reste bridée par la bureaucratie et des oligopoles constitués autour de quelques caciques du régime, tel Rami Makhlouf. Les ressources en hydrocarbures sont à peine suffisantes pour la consommation domestique, l'autosuffisance alimentaire est remise en cause par le manque d'eau, l'industrie syrienne n'est pas compétitive, le tourisme, présenté comme l'avenir de la

Syrie (le gouvernement a annoncé la création de 2 millions d'emplois dans ce secteur d'ici à 2020), ne peut décoller en raison de la mainmise de quelques barons du régime et bien sûr de l'instabilité politique. Les problèmes structurels du pays sont immenses et il faudrait les résoudre rapidement, car la croissance démographique a rompu l'ancien contrat social. Dans ce contexte économique et social, les déséquilibres territoriaux s'exacerbent, d'autant plus qu'il n'y a plus de réelle politique d'aménagement du territoire et l'on peut même se poser la question de l'existence de réelles politiques d'aménagement



Des manifestants syriens résidant au Liban montrent leur total appui au président Bashar al-Assad, à Beyrouth, le 3 juin 2011.

© AFP Photo/Anph El

urbain (cf. carte p. 27). La situation socio-économique des petites villes et des campagnes, autrefois favorisées par le régime, se dégrade nettement. La misère rurale se déplace vers les grandes métropoles, qui doivent elles aussi faire face à une mutation déstabilisante pour la partie la plus fragile de leur population. L'extension rapide des quartiers informels ces dix dernières années est un signal d'alarme auquel la nouvelle génération de dirigeants syriens, Bashar al-Assad en tête, n'a pas prêté attention tant elle est préoccupée par les opportunités d'enrichissement offertes par le nouveau système économique (1). Le processus de retournement de l'espace syrien aboutit à une profonde crise spatiale qui contribue à expliquer la crise politique que connaît en 2011 la Syrie.

La construction nationale baasiste

Le 8 mars 1963, un coup d'État militaire a porté à la tête du pays un groupe d'officiers baasistes dont la majorité est issue de la petite bourgeoisie rurale des provinces périphériques. La plupart d'entre eux appartiennent à des groupes de confessions

minoritaires : alaouite, druze, chrétien et ismaélien. Ils se sont emparés d'un pouvoir monopolisé depuis l'indépendance par la haute bourgeoisie qui possédait tout : la richesse foncière, le grand commerce avec l'étranger et les industries naissantes. Aussi, ces secteurs économiques furent-ils la cible immédiate du nouveau régime, décidé à réduire le pouvoir des classes qu'ils jugeaient concurrentes du leur. Dans le cas syrien, le clivage confessionnel séparant la haute bourgeoisie sunnite et les officiers alaouites, qui les remplacèrent à la tête de l'État, permet à différents auteurs, tel Olivier Roy, d'affirmer que la révolution baasiste n'est en fait que la prise du pouvoir par une *asabiyya* (2). En revanche, pour Alasdair Drysdale, la révolution baasiste fut une révolution pour la construction nationale (3). Si ses instigateurs vinrent de la périphérie et non du centre du pays, c'est parce que la périphérie avait plus de motivations pour cela en raison du sous-développement dans lequel elle se trouvait. Les deux thèses ne sont pas contradictoires, elles caractérisent parfaitement le régime de la famille Al-Assad en Syrie, mais également celui de Saddam Hussein en Irak et bien d'autres où construction nationale et domination communautaire ou ethnique du politique ne sont pas incompatibles.

Le régime baasiste concentre ses efforts sur le monde rural à travers la diffusion des équipements, autrefois réservés aux grandes villes, dans la campagne et le développement de l'agriculture. Au début des années 1960, la situation du monde rural, qui représente les trois quarts de la population syrienne, est des plus préoccupantes puisque la moitié des familles paysannes ne possèdent pas de terre. À la campagne, l'analphabétisme dépasse les 80 % et l'espérance de vie à la naissance n'est que de quarante ans (4). Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau régime lance une réforme agraire ambitieuse. Les grands domaines agricoles sont démantelés et les terres distribuées aux paysans. Le secteur bénéficie d'un fort soutien de l'État, en particulier par le développement de vastes périmètres irrigués : le projet de l'Euphrate (20 % des investissements de l'État entre 1970



Hafez al-Assad pose avec toute sa famille en 1985 : de gauche à droite, Maher, Bachar, Bassel, Majd et Buchra. Assise à ses côtés, son épouse, Anissah Makhoul.

et 1990), la plaine du Ghab et la région côtière. Le développement du monde rural profite aux petites localités et aux villes régionales de la périphérie qui deviennent des interfaces de services. Leur croissance démographique rapide dans les années 1970-1980 témoigne de leur vitalité économique. Elle est renforcée par l'implantation d'industries publiques destinées officiellement à rééquilibrer le territoire national à travers une politique mixte d'essaimage et de théorie des pôles de développement industriels, répondant plus à des intérêts clientélistes qu'à un véritable plan d'aménagement du territoire, mais puisque les dirigeants syriens proviennent des périphéries, ces dernières se trouvent naturellement privilégiées.

La région côtière, fief de la communauté alaouite, est favorisée par l'État qui, au prétexte de sa vocation maritime, y implante plusieurs grandes entreprises, comptant encore aujourd'hui plus de 20 % des emplois du secteur public industriel alors que la région rassemble moins de 10 % de la population syrienne. Dans tous les aménagements, les logiques clientélistes, communautaires et/ou politiques priment au détriment de la rationalité économique. Néanmoins, la politique de développement est un véritable succès puisque vingt ans après son lancement, la Syrie a fait des progrès considérables : le taux de scolarisation est proche de 100 %, l'espérance de vie a gagné une vingtaine d'années, passant de soixante-quatre ans en 1985 à soixante-quinze en 2011, la mortalité infantile s'est effondrée, etc. Sur le plan d'aménagement du territoire, un réseau de petites et moyennes

villes structure l'espace et, malgré une forte centralisation du pouvoir politique, Damas n'est pas devenue une capitale macrocéphale comme dans d'autres pays du Tiers Monde.

Mais cette organisation spatiale est fragile, car le financement du mode de développement autocentré syrien est assuré par des aides extérieures. Elles proviennent de l'URSS, son allié stratégique, et des États arabes pétroliers en vertu du principe

de soutien aux pays de la ligne de front face à Israël. Ainsi, de 1973 à 1986, la Syrie reçoit une aide annuelle comprise entre 500 millions et 2 milliards de dollars, soit plus du quart de son PIB, des pays arabes pétroliers et cumule plus de 10 milliards de dollars de dettes à l'égard de l'Union soviétique. Lorsqu'en 1985-1986 les pétromonarchies du Golfe cessent d'aider la Syrie et que l'URSS en faillite exige le remboursement de

la dette syrienne, la politique de développement autocentré s'achève sur un constat d'échec. La crise économique des années 1980 met en évidence l'absence de rentabilité économique d'un secteur public industriel, utilisé avant tout à des fins politiques. Pour obtenir une assise populaire, le régime d'Hafez al-Assad (1971-2000) a développé une politique de redistribution sans contrepartie productive comme en Algérie, mais le régime syrien ne dispose pas des ressources en hydrocarbures capables de mener cette politique à long terme. Hafez al-Assad doit donc se résoudre à libérer l'économie syrienne au début des années 1990 pour éviter une explosion sociale inévitable en raison notamment d'une démographie galopante (cf. *Repères* p. 16-17).

La bombe à retardement démographique

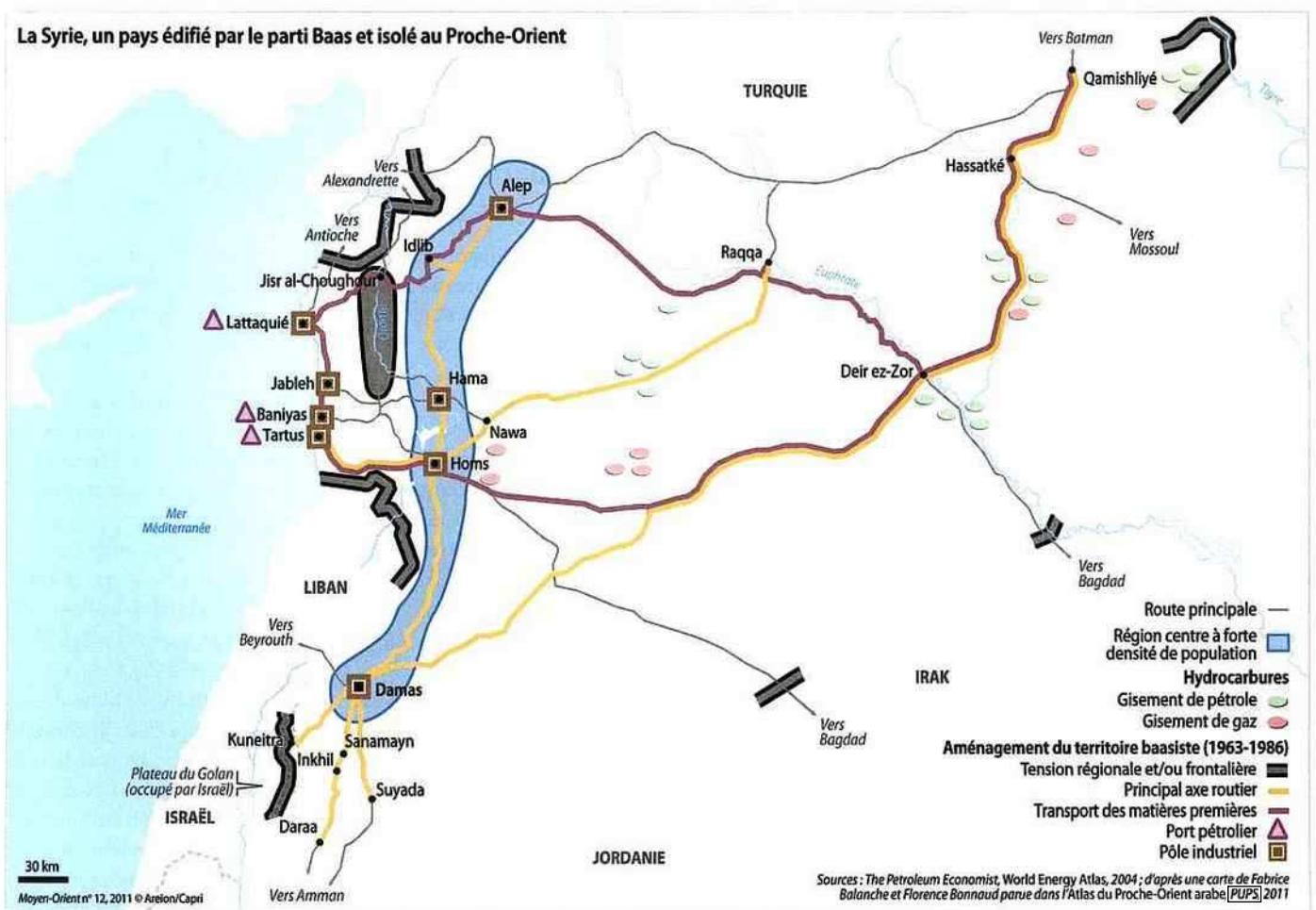
Depuis l'indépendance, en 1946, la population syrienne a quasiment doublé tous les vingt ans en raison d'une fécondité parmi les plus élevées du monde. En 1980, la Syrie comptait près de 9 millions d'habitants et un taux de fécondité de huit enfants par femme, ce qui la plaçait en troisième position au niveau mondial, derrière le Rwanda et le Yémen. La politique nataliste du régime s'expliquait par la lutte contre

Israël et la stratégie de contrôle du territoire syrien, la faible densité pouvant susciter l'intérêt des puissances voisines (5). La prise en charge par l'État de la santé et de l'éducation dans le cadre de sa politique socialisante ainsi que les subventions aux produits alimentaires stimulaient la natalité. Dans un premier temps, cette croissance démographique a pu favoriser une croissance économique soutenue par la rente indirecte, mais dans un deuxième temps, le marché de l'emploi s'est montré incapable d'absorber les nouvelles générations. La crise économique a provoqué une diminution de la natalité à la fin des années 1980, car les couples furent contraints de réduire leur fécondité et les mariages retardés faute de moyens.

Cependant, dans les années 1990, la Syrie a connu un regain incroyable de la natalité liée à l'amélioration de la situation économique, mais aussi à une certaine vitalité religieuse au sein de la population sunnite, tandis que les minorités druzes, chrétiennes et alaouites poursuivent leur transition démographique. Face à la majorité sunnite, ces minorités confessionnelles ne représentent plus que 20 % de la population syrienne. Le recensement de 2004 indique que l'ensemble de la Syrie est véritablement entré dans la deuxième phase de cette transition, la croissance démographique passant de 3 à 2,5 % entre la décennie 1990 et les années 2000. L'élévation du niveau d'éducation et les difficultés économiques finissent par avoir raison

de l'exceptionnelle fécondité syrienne. Toutefois, cela n'a pas empêché la bombe démographique d'exploser car aujourd'hui, le régime doit gérer l'arrivée massive de jeunes adultes nés dans la décennie 1980 (6).

Depuis qu'il a succédé à son père, en juin 2000, Bachar al-Assad a donné un nouveau souffle au processus de libéralisation économique, mais là encore, sans remettre en cause les fondamentaux de la période précédente : réforme agraire, secteur public industriel, administration pléthorique, etc. En revanche, il a interrompu la coûteuse politique de développement des régions périphériques. Les tendances naturelles à la concentration des activités et de la population autour des quatre métropoles de l'intérieur (Alep, Hama, Homs et Damas) ont repris. Néanmoins, à la différence de la période prébaasiste, la rivalité entre Alep et Damas a disparu puisque cette dernière s'est véritablement affirmée comme la capitale du pays. L'évolution des migrations intérieures exprime parfaitement le changement de politique économique en Syrie. Désormais, le flux migratoire intérieur majeur provient de la Djézireh, victime du désengagement de l'État et d'un exode rural massif, alors que dans les années 1970-1980, la région était un front pionnier très attractif. Une autre caractéristique importante de la démographie syrienne est le retournement des flux migratoires en provenance de la région alaouite, dont le solde migratoire est devenu positif



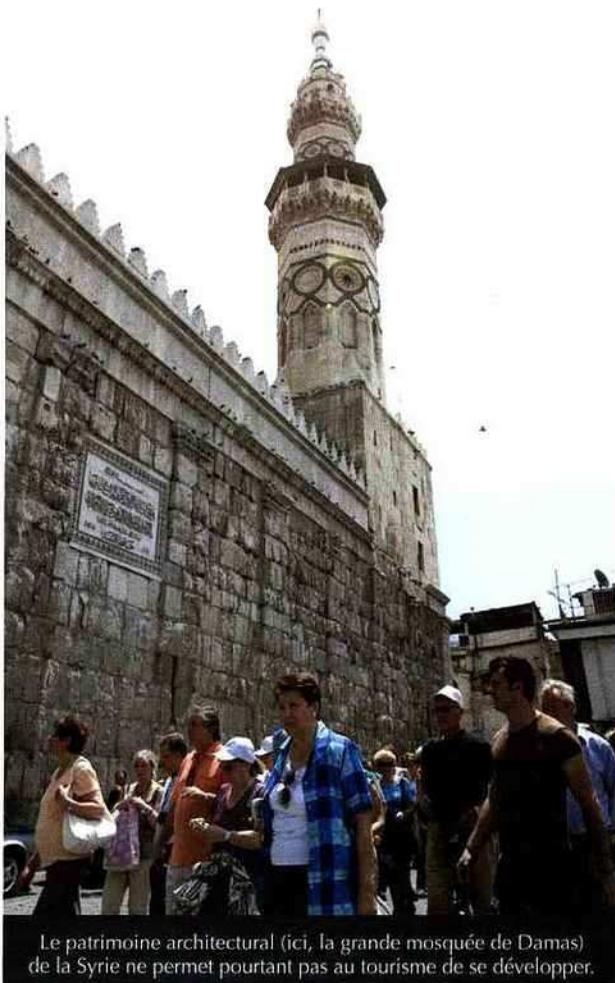
après des décennies d'exportation de sa population. Il s'agit de retraités alaouites et de leurs enfants qui ont des difficultés à s'intégrer dans la Syrie sunnite. Pourtant, la région côtière ne possède pas un fort dynamisme économique. La population alaouite n'a pas d'esprit d'entreprise, du fait de son origine rurale et recluse, mais aussi parce qu'elle est sclérosée par sa dépendance vis-à-vis du secteur étatique (7). La côte est assistée par l'État, mais délaissée par le secteur privé. Ces deux formes de périphérie ne sont pas contradictoires. La faiblesse du développement économique privé expliquerait que l'État applique une politique d'aménagement du territoire active, dans le but de réduire les déséquilibres sociospatiaux. Mais ces investissements massifs de la puissance publique accentuent les comportements rentiers et parasites. L'initiative privée est découragée, lorsqu'elle n'est pas simplement entravée. Les investissements venus du centre sont quasiment nuls. C'est au contraire la bourgeoisie sunnite locale qui a tendance à investir à Damas ou Alep, car la région côtière n'est pas un milieu favorable pour le secteur privé.

Deux générations après la réforme agraire, les propriétés sont devenues trop petites dans beaucoup de régions pour nourrir les familles. Les créations d'emplois dans les villes sont insuffisantes pour absorber la main-d'œuvre agricole surabondante

et trop mal payée pour que les ruraux abandonnent l'agriculture, qui n'occupe plus officiellement que 30 % de la population active. Mais en réalité, elle demeure l'activité principale de nombreux fonctionnaires qui se partagent entre le bureau le matin et la ferme l'après-midi et les jours fériés, leur salaire ne suffisant pas à nourrir leur famille. Pour survivre, les petits exploitants – l'immense majorité de la population agricole syrienne – intensifient les cultures, passant de la céréaliculture à l'arboriculture et au maraîchage irrigué. En dehors des périmètres irrigués, les agriculteurs puisent dans les nappes phréatiques à l'aide de puits de plus en plus profonds dont le coût se révèle prohibitif avec l'augmentation des prix du fuel (8) et la diminution rapide du niveau des nappes. Le ministère de l'Agriculture a interdit l'activité dans les marges steppiques et les forages de nouveaux puits dans toute la Syrie. Cependant, cette mesure est à géométrie variable en fonction du crédit des populations auprès du pouvoir. Selon l'économiste et directeur de l'édition arabe du *Monde diplomatique*, Samir Aïta, 300 000 emplois ont été détruits dans l'agriculture entre 2003 et 2007 et le mouvement ne peut que s'accélérer (9). L'agriculture n'est plus la priorité du régime, qui a besoin de l'eau agricole pour le développement des métropoles, de l'industrie et du secteur touristique. Les petites villes et les villes de province qui structuraient l'espace rural ressentent fortement le déclin du revenu agricole non compensé par un État qui se désengage de l'aménagement du territoire et le secteur privé qui n'a aucun intérêt à y investir.

~ Damas, ouverte aux investissements étrangers

Selon le Bureau de l'investissement syrien, Damas concentre la moitié des investissements privés du pays, contre un cinquième pour Alep. De nombreuses zones industrielles formelles et informelles ceinturent la ville et profitent de la main-d'œuvre bon marché des quartiers périphériques, encourageant de la sorte leur développement. L'ouverture économique de la Syrie, inaugurée en 1991 avec la loi n° 10, censée favoriser les investissements étrangers, a profité pleinement à la capitale syrienne. La bourgeoisie damascène, bridée pendant trente ans par le régime baasiste, a immédiatement saisi les opportunités du nouveau contexte économique et de sa proximité géographique avec les autorités centrales. Le marché syrien a attiré quelques entreprises étrangères, en particulier dans l'agroalimentaire (Nestlé en 1992 et les fromageries Bel en 2003) et la construction (les cimenteries Lafarge en 2008). Cependant, les conditions d'investissement, la rigueur du système d'embauche, héritée de la période socialiste, la quasi-obligation de prendre un représentant syrien proche du pouvoir et la corruption ambiante découragent les investisseurs. Les projets immobiliers sont nombreux, mais ils tardent à être réalisés en raison des conditions sévères que les autorités veulent imposer aux investisseurs potentiels. Le chantier des friches ferroviaires de la gare du Hedjaz est stoppé depuis 2003, la société



Le patrimoine architectural (ici, la grande mosquée de Damas) de la Syrie ne permet pourtant pas au tourisme de se développer.



Le clientélisme et la corruption remettent en cause la stabilité du régime Al-Assad.

saoudienne qui avait obtenu le projet s'étant retirée, lasse des difficultés administratives et de la renégociation perpétuelle qui lui était imposée. Seul projet d'envergure : un immense hôtel de luxe, The Four Seasons, qui est aujourd'hui le bâtiment le plus élevé de Damas en plein centre-ville. Il a été construit par le prince saoudien Al-Walid bin Talal, une des premières fortunes mondiales, ce qui lui donne une certaine marge de manœuvre à l'égard de la bureaucratie, car il peut se permettre de parler d'égal à égal avec le président syrien.

La loi n° 10 a été en fait utilisée par des entrepreneurs syriens, dont certains vivaient à l'étranger, depuis les nationalisations des années 1960 et 1980, pour reprendre leur place dans l'économie nationale. Elle a facilité la privatisation des monopoles publics par la nouvelle bourgeoisie d'affaires issue du régime, tel Rami Makhlouf, le cousin du chef de l'État.

Alep est pardonnée mais bridée

Alep la frondeuse est rentrée en grâce vis-à-vis du régime. Le soutien des commerçants de la ville à la révolte des Frères musulmans (1979-1982) semble pardonné. Bachar al-Assad s'y rend fréquemment et assure les élites locales de son soutien. En fait, Damas est devenue trop puissante, et Bachar, fidèle à la politique paternelle de diviser pour régner, s'efforce de réactiver Alep pour concurrencer la capitale. L'activité économique de la ville s'est redressée dans les années 1990 et, jusqu'au début

de la révolte syrienne, elle bénéficiait pleinement de l'accord de libre-échange avec la Turquie signé en 2005. Cependant, l'ouverture économique n'a pas que des avantages, car les petites et moyennes entreprises aleppines souffrent de la concurrence des produits turcs et chinois. D'importantes faillites dans le textile ont eu lieu ces dernières années, l'agroalimentaire et la pharmacie résistant mieux grâce à la protection d'une législation rigoureuse. Alep est excentrée en Syrie. Au sein du réseau de communication, elle s'est vue progressivement marginalisée par la construction de routes directes entre la Djézireh et Damas ainsi que par la modernisation de l'axe entre les ports syriens et Damas, alors que l'axe Lattaquié-Alep demeurait dans le même état que l'avait laissé le mandat français. Les travaux autoroutiers entre Alep et Lattaquié furent interrompus en 1981 dans le but de punir Alep pour son attitude frondeuse. Le chantier a repris en 1998 grâce à un prêt koweïtien, mais la réalisation souffre de retard.

Homs, Hama et Lattaquié connaissent également un certain dynamisme économique. La localisation de ces trois villes sur les principaux axes de communication, et en tant qu'interface portuaire pour Lattaquié, est moins importante que la présence d'une bourgeoisie entrepreneuriale. En effet, nous sommes en Syrie dans une économie de relations. En dehors de la capitale, et dans une moindre mesure d'Alep, il est difficile d'investir si l'on ne possède pas localement un fort capital social capable de protéger contre la bureaucratie, les prédateurs et les concurrents. Les aménités géographiques, les exemptions fiscales ou la présence d'une main-d'œuvre bon marché : ces



Des opposants au régime arrachent un portrait du dictateur à Hama, dans le nord du pays (image prise à partir d'une vidéo postée sur YouTube, le 23 mai 2011).

Le retournement spatial déstabilise le régime

Après la parenthèse baasiste, le processus de concentration de l'espace syrien autour des métropoles de l'intérieur a repris. La politique d'aménagement du territoire baasiste n'est pas parvenue à rééquilibrer durablement l'espace syrien. Les villes portuaires de Lattaquié et Tartus capitalisent mal les bénéfices de leur fonction d'interface, en raison de la mainmise de l'*asabiyya* alaouite sur l'économie locale. Le réseau secondaire de petites et moyennes villes se dégrade avec le désengagement de l'État et la crise de l'agriculture. Le secteur privé ne parvient pas à développer leur potentiel en raison du poids de la bureaucratie et de la fermeture des sociétés locales malgré les incitations fiscales de l'État, notamment dans le quart nord-est. Cependant, le processus de concentration en cours n'efface pas les anciennes structures qui perdurent malgré le retournement commencé depuis deux décennies. L'espace de l'économie dirigiste et de la bureaucratie coexiste avec celui du libéralisme économique et de la mondialisation, car le régime n'a pas effectué de rupture brutale avec le passé pour préserver les réseaux clientélistes qui le soutiennent. Si les industries publiques demeurent malgré leur faible productivité et le gouffre financier qu'elles représentent pour l'État, c'est uniquement parce qu'elles constituent des sources de revenus pour les clients du régime, et non pas au nom de l'idéologie baasiste. En revanche, l'État a renoncé à résorber le chômage par des embauches massives dans une fonction publique pléthorique, excepté dans le cas de la communauté alaouite, car Bachar al-Assad a besoin de son concours pour noyauter les institutions civiles et militaires de l'État (10). Cette discrimination crée une grande frustration chez les populations sunnites, notamment celles résidant dans la région alaouite et dans sa périphérie, ce qui contribue à expliquer la violence de la contestation à Lattaquié, Baniyas et Homs notamment. Dans les grandes métropoles, l'accroissement considérable des écarts de richesse provoque également une frustration (11) qui se traduit par la contestation du régime syrien de plus en plus qualifié de régime alaouite, car si le problème est social, la réponse, en revanche, est communautaire. Le retournement de l'espace syrien ne pouvait que déstabiliser un régime qui tirait sa légitimité d'une construction spatiale opposée à celle qui s'impose aujourd'hui. ■

FABRICE BALANCHE

facteurs rationnels de localisation pour les entreprises dans les pays développés sont marginaux en Syrie en raison de la prégnance des rapports de pouvoir sur les rapports d'efficacité. Dans ces conditions, la réactivation du secteur privé ne profite qu'aux villes possédant une forte tradition entrepreneuriale : Damas, Homs, Hama, Alep et Lattaquié. La fonction portuaire est un atout pour Lattaquié, mais il ne faut pas en exagérer la portée, car elle est contrebalancée par le poids de la famille Al-Assad qui sclérose l'économie locale. Quant à Tartus, ville également portuaire, en l'absence d'un milieu entrepreneurial de niveau national, elle ne demeure qu'une synapse au service des métropoles de l'intérieur.

(1) F. Balanche, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'État », in *Revue géographique de l'Est*, vol. 49/4, 2009.

(2) Selon O. Roy, « une *asabiyya* est un groupe de solidarité fondé sur des relations personnelles (généalogiques, matrimoniales, clientélistes ou d'allégeance, etc.) dont la finalité est précisément cette solidarité et non la mise en œuvre d'un objectif justifiant la création du groupe », « Groupe de solidarité au Moyen-Orient et en Asie centrale », *Les cahiers du CERJ*, n° 16, 1996, p. 8.

(3) A. Drysdale, *Centre et périphérie en Syrie. Une étude de géographie politique*, thèse de doctorat, université du Michigan (Chicago).

(4) R. A. Hinnebusch, *Peasant and Bureaucracy in Ba'hist Syria*, Westview Press, 1989.

(5) Y. Courbage, *Réticences syriennes à la transition (démographique)*, in B. Dupret, Y. Courbage, Z. Ghazal, M. al-Dbiyat et S. Kawakibi (éd.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Actes Sud/Institut français du Proche-Orient, 2007.

(6) F. Balanche, « La population syrienne : une bombe à retardement », in *Al-Bank wa al-Mustathimer*, avril 2003 (en arabe).

(7) F. Balanche, « Les Alaouites : une secte au pouvoir », in *Outre-Terre*, n° 14, mars 2006, p. 73-96.

(8) Le litre de fuel est passé de six livres syriennes à 18 en 2008. En mai 2011, le régime a réduit le prix du litre à 14 livres pour apaiser la population.

(9) S. Aïta, *Labour Market Policy and Institutions in Syria*, rapport pour l'Union européenne, 2009.

(10) F. Balanche, « Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie », in *A Contrario*, mars 2009.

(11) F. Balanche, « Les territoires de la révolte en Syrie », in *Outre-Terre*, septembre 2011.